

l'histoire du jour

Aller-retour à Berlin : la défense inaudible du premier ministre

Mais que diable allait-il faire dans cette finale ? Son amour du maillot blaugrana et sa passion pour le flamboyant trio d'attaque Messi-Neymar-Suarez auront coûté cher à Manuel Valls. Tel un ballon qui roule doucement mais inexorablement pour franchir la ligne de but en dépit des efforts désespérés du gardien, la polémique sur son escapade berlinoise, samedi 6 juin depuis Poitiers où il assistait au congrès du PS, pour y voir le match au sommet Juve-Barça, a encore rebondi, mardi 9 juin, submergeant la défense du premier ministre.

Faute morale, pour beaucoup, que ce déplacement fort éloigné des standards de la " *présidence normale* " tels que définis par la charte de déontologie de mai 2012. Celle-ci, qui stipulait que " *les moyens mis à la disposition des ministres sont réservés à l'accomplissement de leur mission* ", ne semble plus qu'un lointain souvenir. Faute de communication, également, surprenante de la part d'un premier ministre expert en la matière. Un conseiller ministériel résume : " *Ce qui est marquant, c'est qu'il se démarque par rapport à son ADN : il a géré cette crise comme un homme politique classique, comme les autres, avec des mensonges par omission et une spirale de l'enfermement. Plutôt que d'amputer l'orteil infecté, tu laisses la gangrène prendre en refusant de faire le moindre pas de côté. Il n'a pas fait du Valls.* "

FIFA et Euro 2016

Matignon, de fait, demeure fermement arc-bouté sur sa version originelle : celle d'un " *déplacement officiel* ", loin d'un voyage d'agrément footballistique, et d'un entretien avec Michel Platini, qui l'aurait justifié. " *Le premier ministre a rencontré le président de l'UEFA, indique-t-on à Matignon. Ils ont évoqué la question de l'organisation de l'Euro 2016 et les enjeux autour de la FIFA. A l'issue de cet entretien, Jacques Lambert, président du comité d'organisation de l'Euro 2016, et l'ambassadeur de France les ont rejoints.* " Version que l'UEFA a charitablement corroborée, mardi, en indiquant que le premier ministre s'était bel et bien rendu à Berlin pour assister au match " *et pour parler de l'Euro 2016* " .

Rendue publique mardi, la présence de deux des fils de M. Valls à bord du jet affrété par l'Escadron de transport, l'unité de l'armée de l'air assurant les déplacements du président et des ministres, a néanmoins mis à mal cet argumentaire. Matignon fait valoir qu'à bord de ce Falcon de 10 places, une fois installée " *la délégation technique incompressible* " (trois officiers de sécurité, un aide de camp, un transmetteur, un médecin plus le premier ministre), restaient trois places libres, dont deux ont donc été occupées par les fils de M. Valls. " *La présence des enfants du premier ministre n'implique aucun surcoût. Si l'avion était allé à Berlin sans les enfants, le prix aurait été le même* ", indique un collaborateur de M. Valls.

Hormis quelques seconds couteaux, les ténors de la droite n'ont pas choisi de faire de cette finale un sujet majeur. Sans doute de peur de rappeler les nombreux déplacements comparables effectués par Nicolas Sarkozy. Quant à François Hollande, il n'aurait selon son entourage " *fait part d'aucun signe d'agacement ni d'hésitation* " à soutenir M. Valls. L'Elysée évoque ainsi bien d' " *autres déplacements à titre sportif du président, du premier ministre ou des ministres, qui n'ont jamais fait polémique* ". Celle-ci fournira matière à réflexion à M. Valls, d'ordinaire attentif à ne pas prendre ce type de risques. Surtout pour un simple match de football.

D. R. A.

L'après-Poitiers difficile de M. Valls

Alors que sa politique économique et sa gestion des migrants sont critiquées à sa gauche, le premier ministre est fragilisé par son déplacement à Berlin

▼ **LE CONTEXTE**

L'option du 49.3

Le gouvernement décidera " au bout de cette semaine " s'il recourt une nouvelle fois à l'article 49-3 de la Constitution, comme en première lecture, pour faire adopter sans vote le projet de loi sur la croissance et l'activité porté par le ministre de l'économie, Emmanuel Macron. Le texte, qui doit être complété par des amendements gouvernementaux sur les mesures en faveur des TPE et PME, sera discuté en séance à partir du 16 juin. " *Nous voulons aller vite et cette solution me semble la bonne*, a estimé le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, mercredi 10 juin, sur Europe 1. *Nous allons en parler avec les parlementaires mais, en tout état de cause, il faut avancer et le 49-3 est une option raisonnable.* "

A peine quarante-huit heures : l'opération cohésion, plutôt réussie en apparence, du PS au congrès de Poitiers n'aura pas longtemps résisté à l'épreuve du pouvoir. Deux jours après s'être quittés bons camarades, dotés d'un premier secrétaire enfin élu, d'un premier ministre résolument assidu et d'un président relativement soutenu, voilà les socialistes de nouveau percutés par le réel. Celui-ci les a rattrapés mardi 9 juin, sous la forme de vives attaques venues de la gauche de la gauche sur leurs positions sécuritaires, de doutes explicitement formulés au sein de leur propre majorité quant à leur politique économique et sociale et, de manière plus ciblée, de sévères critiques contre l'aller-retour Poitiers-Berlin effectué en Falcon par Manuel Valls, trois jours plus tôt, pour assister à la finale de la Ligue des champions.

Telle situation, dans ce quinquennat, n'est pas une nouveauté. Ce qui l'est davantage, c'est que ce triple front est aujourd'hui ouvert dans le sillage immédiat d'un raout socialiste qui se voulait d'abord un nouveau départ à l'intérieur du parti et dans ses relations avec la gauche. Il souligne d'autant plus cruellement la fragilité de l'édifice échafaudé, en vue de la suite des opérations, par et pour les hôtes de la rue de Solferino, de Matignon et de l'Elysée. Il fragilise enfin Manuel Valls qui, en plus de devoir défendre sa politique sur le fond, se trouve au même moment contraint de se justifier sur le plan personnel, qui plus est sur le terrain de la morale, sur lequel il n'avait jusqu'ici pas été pris en défaut.

Guérilla

La victoire de Poitiers n'était donc qu'une bataille, et la guérilla a repris de plus belle. D'abord, avec l'offensive massive de la gauche de la gauche après que plusieurs dizaines de migrants ont été à nouveau délogés par des CRS et des gendarmes d'un quartier populaire du nord de Paris, une semaine après le démantèlement du campement de La Chapelle. Et, dans le même mouvement, avec la grogne déclenchée, au-delà des seuls frondeurs, au sein du groupe socialiste à l'Assemblée, par les mesures en faveur de l'emploi dans les PME, dévoilées par M. Valls.

Au chapitre éminemment sensible du relogement des migrants, le gouvernement, sur sa gauche, fait la quasi-unanimité contre lui après le transport au commissariat de 84 d'entre eux depuis la rue Pajol, où ils s'étaient installés depuis plusieurs jours. " *Un acte d'autorité sans perspective pour personne* ", a renchéri Pierre Laurent, numéro un du PCF. Dans une tribune adressée au président et publiée dans *Le Monde*, la députée écologiste Cécile Duflot brosse une gauche " *tétanisée par l'influence de l'extrême droite dans le champ politique* ".

L'opposition de gauche au gouvernement, avec la " *rue Pajol* ", pense-t-elle tenir un nouveau Saint-Bernard ? Beaucoup ont sauté sur l'occasion de tracer un parallèle avec l'évacuation musclée de l'église, en août 1996, sur instruction du ministre de l'intérieur de l'époque Jean-Louis Debré. " *Le*

gouvernement a agi avec humanité ", s'est défendu, mardi, lors des questions au gouvernement, le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve, pointant *" l'irresponsabilité "* et le *" cynisme "* de ses détracteurs. La place Beauvau fait valoir son action d'*" accompagnement "* sur ce dossier : l'accélération des délais d'examen des demandes d'asile, les hébergements proposés mais non acceptés par les migrants ou la hausse du nombre de places en CADA. Mais le gouvernement sait le terrain miné et hautement symbolique.

" C'est une opportunité pour la gauche de la gauche, avec un cynisme absolu, de prendre la main sur un sujet familier, facile, émotionnel. C'est d'une malhonnêteté crasse, qui relève de la manipulation ", s'agace un proche du ministre. Mais l'exécutif, qui sait avoir l'opinion pour lui dans ce dossier, n'entend pas déroger à la ligne de *" fermeté "* qui fut celle de M. Valls place Beauvau et qui demeure celle de M. Cazeneuve.

" Fermeté assumée "

A l'Elysée, où l'on tient tout de même à souligner que nul arbitrage n'a été opéré sur ce dossier géré par le ministère de l'intérieur et la ville de Paris, *" la fermeté est assumée "*, explique un conseiller, qui nie toute ressemblance avec l'affaire de Saint-Bernard : *" Qu'il y ait ici ou là démarche militante, peut-être. Mais c'est surtout de la misère, et c'est pour cela qu'il ne faut pas laisser s'installer des solutions mauvaises pour tout le monde. "*

La contestation, quoique moins virulente, a également ressurgi au sein du groupe PS au chapitre du plafonnement des indemnités prud'homales. La mesure, qui figure dans le *" small business act "* à la française présenté depuis l'Elysée par M. Valls, a été sérieusement remise en cause lors de la réunion des députés socialistes, à laquelle participait le premier ministre. *" Les parlementaires socialistes étaient plutôt optimistes et constructifs face à ce dispositif qui vise à encourager et développer les freins à l'embauche des PME et TPE "*, assure l'entourage du chef du gouvernement, nonobstant les sérieuses réserves émises par nombre de députés.

" Au lendemain d'une démonstration de force et d'unité du PS, qui a vu la ligne réaliste et réformiste prendre le pas sur la ligne du grand soir, l'aile gauche se réveille ", relativise un proche du premier ministre, qui ne voit là qu'une escarmouche de plus dans la longue marche de M. Valls vers la conquête d'une forme d'hégémonie idéologique et politique.

Fondamentaux contestés

Fermeté sécuritaire et soutien décomplexé à l'entreprise : en quelques heures, ce sont de fait deux des fondamentaux du vallsisme qui ont été contestés. Si l'on ajoute à cela l'escapade footballistique Poitiers-Berlin du premier ministre, il n'est pas certain que M. Valls soit sorti de ce week-end en meilleure posture politique qu'il n'y était rentré.

Le congrès de Jean-Christophe Cambadélis, qui fut aussi – et surtout – celui de MM. Valls et Hollande, est donc loin d'avoir rempli ses objectifs stratégiques. Pour le premier secrétaire, rééditer le schéma de la gauche plurielle dont il avait été le mécanicien dans les années Jospin, sous la forme d'une *" grande alliance populaire "*. Pour le premier ministre, se redonner un peu d'oxygène et de marge de manœuvre après des mois de guérilla des frondeurs. Pour le chef de l'Etat, continuer à préparer 2017 en s'employant à décourager une candidature écologiste, voire communiste, pour s'éviter de perdre les quelques points décisifs dans la perspective d'un premier tour incertain. Au vu du climat qui règne dans l'ensemble de la gauche, ces objectifs demeurent encore, pour l'heure, hors d'atteinte.

David Revault d'Allonnes